



Conseil de sécurité

Distr. générale
23 septembre 2009
Français
Original : anglais

Lettre datée du 22 septembre 2009, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent des Philippines auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de demander que la note ci-jointe, qui expose la position des Philippines sur la question de la non-prolifération et du désarmement nucléaires et est présentée à l'occasion de la tenue, le 24 septembre 2009, du sommet du Conseil de sécurité sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires, soit distribuée comme document du Conseil de sécurité (voir annexe).

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Hilario G. Davide Jr.



**Annexe à la lettre datée du 22 septembre 2009
adressée au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent des Philippines
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Note présentée au sommet du Conseil de sécurité
de l'Organisation des Nations Unies
sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires
par la République des Philippines
le 24 septembre 2009**

Les Philippines félicitent le Conseil de sécurité, sous la présidence des États-Unis, d'avoir pris l'initiative d'organiser le sommet du Conseil de sécurité sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires. Elles font respectueusement valoir que l'un des instruments clefs de la promotion de la paix et de la sécurité internationales est l'élimination des armes nucléaires et la prévention de leur prolifération. À cette fin, elles s'emploieront sans relâche à s'acquitter avec succès des tâches qui leur incombent en tant qu'État élu à la présidence de la Conférence d'examen du Traité, qui se tiendra en 2010, et à la vice-présidence de la Première Commission (Désarmement et sécurité internationales) de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale.

La fin de la guerre froide aurait dû s'accompagner du démantèlement et de l'élimination de toutes les armes nucléaires. Au lieu de cela, ces armes continuent d'exister, suscitant des tensions politiques et des peurs qui font craindre une éventuelle erreur de calcul de la part de certains États et, pis encore, un acte de terrorisme nucléaire de la part d'acteurs non étatiques.

Il y a 47 ans, en 1962, le monde a évité un affrontement nucléaire, lorsque les dirigeants mondiaux ont pris conscience qu'il ne pouvait y avoir de vainqueurs dans un conflit nucléaire. Le Conseil de sécurité et l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble ont contribué pour une part importante à aider à désamorcer la situation qui aurait pu s'exacerber au point de devenir incontrôlable et de conduire à un holocauste nucléaire.

Là encore, le monde, voire l'humanité elle-même, demande au Conseil de sécurité d'agir de concert et de convenir de mesures qui puissent promouvoir et préserver la paix et la sécurité internationales en fournissant des orientations et des directives claires sur les moyens de garantir la non-prolifération et le désarmement nucléaires, tout en gardant à l'esprit les problèmes actuels dont les menaces non conventionnelles émanant d'acteurs non étatiques. Il est d'autant plus utile, approprié et sage que le Conseil de sécurité agisse, qu'il compte parmi ses membres cinq pays dotés d'armes nucléaires. Cela étant, il importe, lorsqu'il prend des décisions, qu'il tienne compte en permanence des vues et préoccupations des autres membres de la communauté internationale, dans la mesure où la question concerne tous les États Membres.

Les Philippines ont, dans le cadre de leur politique nationale, renoncé aux armes nucléaires. La Constitution philippine stipule au paragraphe 8 de son article II que : « Les Philippines, conformément à l'intérêt national, adoptent et appliquent une politique visant à préserver leur territoire de la présence d'armes nucléaires. » Les Philippines sont partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

(TNP), au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ainsi qu'à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et à son amendement de 2005. En outre, elles ont signé la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire.

Les Philippines sont convaincues que le TNP est la pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération et de désarmement nucléaires, ainsi qu'un élément essentiel à la promotion et à la préservation de la paix et de la sécurité internationales. C'est pourquoi elles se conforment pleinement aux obligations qui leur incombent en vertu de ce traité; accordent une importance égale aux trois piliers du Traité que sont la non-prolifération nucléaire, le désarmement nucléaire et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire; et estiment qu'aucun progrès ne peut être réalisé dans un de ces domaines sans que les deux autres ne progressent eux aussi. Les Philippines espèrent que tous les autres États parties au TNP feront de même.

Les Philippines demandent aux États qui ne sont pas encore parties au TNP d'adhérer à cet instrument de manière à en assurer et à en promouvoir l'universalité. Elles attachent une haute importance au désarmement nucléaire et demandent instamment aux cinq États dotés d'armes nucléaires de montrer l'exemple et de démanteler, de façon irréversible et vérifiable, leurs arsenaux nucléaires. Elles félicitent les États-Unis et la Fédération de Russie d'être convenus de reconduire le Traité sur la réduction des armements stratégiques (START) qui doit expirer en décembre 2009. Il importe que les États dotés d'armes nucléaires adoptent des mesures analogues.

Les Philippines estiment que l'élimination complète des armes nucléaires est le seul moyen de se prémunir contre l'emploi ou la menace de l'emploi d'armes nucléaires. Aussi appuient-elles entre-temps les appels en faveur de la conclusion d'un instrument universel, inconditionnel et juridiquement contraignant donnant des assurances de sécurité aux États non dotés d'armes nucléaires.

Les Philippines engagent tous les États parties au TNP à rendre régulièrement compte, dans le cadre du processus d'examen renforcé du TNP, de la mise en œuvre de l'article VI et de l'alinéa c) du paragraphe 4 de la décision de 1995 sur les principes et les objectifs en matière de non-prolifération et de désarmement nucléaires, de même qu'elles souhaitent appeler l'attention sur l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice le 8 juillet 1996.

Les Philippines considèrent que les États dotés d'armes nucléaires devraient réduire l'importance accordée à ces armes dans leur politique de défense et élaborer des plans visant à éliminer, à terme, les arsenaux nucléaires.

Les Philippines sont conscientes de l'importance que revêtent les accords de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et leur protocole additionnel, ainsi que de la contribution de ces instruments à la promotion de la non-prolifération nucléaire.

Les Philippines estiment que les États ont le droit inaliénable d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques sans discrimination aucune. Elles félicitent les États qui ont avancé des propositions aux fins d'une approche multilatérale du cycle du combustible nucléaire, mais considèrent néanmoins qu'aucune proposition de cette nature ne doit affecter le droit inaliénable qu'ont les États d'entreprendre des recherches nucléaires et de développer et d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Les Philippines tiennent à insister sur la nécessité de respecter les zones exemptes d'armes nucléaires comme celles qui ont été créées en vertu des Traités de Tlatelolco, de Rarotonga, de Bangkok et de Pelindaba, ainsi que du traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, et de respecter aussi le statut de zone exempte d'armes nucléaires dont jouit la Mongolie. Elles sont en outre favorables à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. S'agissant du Traité de Bangkok, elles invitent tous les États dotés d'armes nucléaires à adhérer au Protocole additionnel à cet instrument.

Les Philippines sont conscientes de l'importance que revêt l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires et demandent aux neuf États visés à l'annexe 2, dont les signatures et les ratifications sont nécessaires pour que ledit traité entre en vigueur, de le signer et de le ratifier. Elles demandent également à leurs voisins membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (qui, bien que n'étant pas visés à l'annexe 2, n'ont pas encore ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires) de procéder à cette ratification.

Les Philippines contribuent au système international de surveillance de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) en accueillant sur leur territoire trois des stations de surveillance de ce système.

Les Philippines attachent une grande importance à l'élaboration d'un traité interdisant la production de matières fissiles pouvant servir à la fabrication d'armes nucléaires et espèrent que la Conférence du désarmement pourra négocier sous peu l'élaboration d'un instrument de cette nature. Elles considèrent aussi que la Conférence du désarmement est le cadre approprié pour la négociation d'une convention sur les armes nucléaires.

Les Philippines sont conscientes de la nécessité de réduire le risque de terrorisme nucléaire et engagent par conséquent tous les États dotés d'arsenaux nucléaires à veiller avec le plus grand soin à empêcher toutes les pertes d'armes de ce type, telles que les pertes imputables à des vols.

Les Philippines croient en l'importance des travaux de recherche médicale conduits au moyen d'uranium hautement enrichi, mais comprennent qu'il soit nécessaire de veiller autant que possible à la sécurité de ce type de matières qui peut servir à la fabrication d'armes nucléaires. C'est pourquoi elles sont favorables à une conversion des réacteurs de recherche et à une modification des processus de production de radio-isotopes qui permettraient d'utiliser de l'uranium faiblement enrichi.

Les Philippines jugent très encourageants le regain d'intérêt et la nouvelle importance que la communauté internationale accorde à la question de la non-prolifération et du désarmement nucléaires. Cette évolution témoigne d'une souplesse et d'un esprit d'ouverture qui signalent une volonté d'aboutir à des résultats concrets. Les Philippines estiment que ce dont on a besoin, c'est une volonté politique ferme conjuguée à une transparence absolue et à des efforts de bonne foi. Les États ont entendu les appels émanant de tous les secteurs de la société. Il incombe à ceux qui sont en mesure de donner des orientations et de définir des politiques, ceux qui siègent en ce moment même au Conseil de sécurité, de prêter l'oreille à ces appels et d'y donner suite en faisant montre d'une détermination résolue.

Il faudrait préserver le climat constructif qui règne actuellement dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement nucléaires, de manière à assurer le succès de la Conférence d'examen du TNP qui se tiendra en 2010. Aussi devons-nous tirer pleinement parti de ces conditions pour œuvrer au succès de la réunion à venir en faisant montre d'un esprit de compromis, de souplesse et d'une réelle volonté d'agir en faveur de ce qui nous est le plus bénéfique, à savoir l'élimination complète et totale des armes nucléaires.

Compte tenu de ce qui précède, les Philippines espèrent que le sommet du Conseil de sécurité sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires aboutira à la définition de mesures concrètes permettant de promouvoir la non-prolifération et le désarmement nucléaires qui se traduiront par la conclusion d'accords lors de la prochaine Conférence d'examen de 2010 des Parties au TNP.
